

## Le débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (30-04-18)

Le débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) pour les périodes 2018/2023 et 2024/2028 est ouvert depuis quelques semaines. Ce débat qui découle de la Loi de Transition Energétique pour une Economie Verte (LTECV) est public ; il est de l'intérêt de tous d'y participer, même serions-nous tentés de dire, de ceux qui contestent la pertinence et le bien-fondé de cette loi.

Le ministère de la transition écologique et solidaire a publié deux documents : [le Dossier de Maitre d'Ouvrage ou DMO](#) (PDF de 172 pages) et une synthèse en 15 pages [la synthèse du DMO](#) que peu de gens auront le loisir de lire. Ils sont pourtant intéressants pour ce qu'ils disent et pour ce qu'ils ne disent pas. On y voit en effet une focalisation plus grande sur l'électricité que sur l'énergie et transparait l'envie de réduire le poids du nucléaire plus que celle de lutter contre le réchauffement climatique. On trouvera [dans le courrier \(ici\)](#) adressé au Ministre Nicolas Hulot par un *citoyen éclairé*, lequel n'est en rien lié à l'industrie nucléaire, une bonne synthèse des incohérences de ce DMO. La Loi affichait des buts où la conviction, l'ambition et même la foi tenaient plus de place que les faits, l'économie ou tout simplement la nécessaire cohérence entre les multiples objectifs et le DMO ne corrige en rien ces orientations et on retrouve notamment la même grande confusion entre objectifs et moyens dans le pilotage énergétique.

Le ministère semble avoir la partie belle pour orienter les conclusions du débat et élaborer ensuite la PPE : il s'agit de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie et de développer les énergies renouvelables...tout ceci pour protéger le climat et aller vers une croissance verte, deux mots accolés bien qu'antinomiques ! Le DMO ne dit pas comment la réduction des consommations d'énergie permettra de maintenir une croissance minimale pour la société. Pour ce qui est du nucléaire il ne dit pas qu'il génère moins de CO2 que les énergies renouvelables ni que celles-ci ont besoin du nucléaire pour se développer et palier leur intermittence mais il dit qu'il faut en réduire le poids...pour ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier...et implique avec les objectifs chiffrés à long terme que les ENR pourraient sans inconvénient remplir ce panier. Tout ceci n'est guère convaincant et semble quelque peu sommaire. Sans aller jusqu'à écrire que le débat est vérolé comme certains le font, il est permis de penser que certains dés sont pipés. Soulignons cependant le fait que l'industrie nucléaire participera aux tables-rondes où se préparera la PPE alors qu'elle n'était pas même invitée quand la LTECV et la précédente PPE ont été discutées : sera-t-elle pour autant entendue ? L'avenir le dira.

Le public peut intervenir dans le débat de plusieurs façons mais toujours par internet sur le site du débat <https://ppe.debatpublic.fr/>

- En tant qu'individu en donnant un avis, ou en exprimant un commentaire sur un avis publié, ou encore en fournissant une contribution (un avis plus fourni et construit) ;
- Les organismes (toutes entités sans distinction) pouvant publier un cahier d'acteur.

Pour intervenir dans le débat il faut d'abord décliner son identité, ce qui est normal, et répondre à un questionnaire de façon à faciliter le travail de ceux qui procéderont au dépouillement du débat, "*mieux vous connaître*" ce qui nécessite quelques précautions (<https://ppe.debatpublic.fr/questionnaire-debat>). Sachez que le seul fait de répondre à ce questionnaire ne prend que quelques minutes et est pris en compte comme participation au débat, n'hésitez donc pas à participer et à étoffer vos réponses.

Nous invitons nos Adhérents à s'exprimer librement selon leurs convictions, sur le site <https://ppe.debatpublic.fr/>, selon tous les moyens qui sont mis à disposition sous le menu déroulant "espaces d'expression". Tous les sujets ayant trait à l'énergie sont traités dans ce débat, l'électricité n'étant qu'un des volets et le nucléaire n'étant en principe qu'un

des multiples points. Certaines questions sont banales alors que d'autres sont plus insidieuses (impressions, préférences...). Il paraît d'opportun de rester général, ouvert, non doctrinaire (ni pro, ni anti) de façon à pouvoir intervenir sur tous sujets et à ne pas être confiné à une catégorie trop étroite (nucléaire, renouvelables, fossiles, stockage...).

Nous ne souhaitons pas donner de "consignes" précises à ceux qui partagent notre vision et préférons que chacun apporte ses réponses selon ses propres convictions, attention cependant certaines questions sont biaisées, et voici ci-dessous quelques conseils :

- 1) Aucune question ne traite du cas Fessenheim, c'est assez compréhensible puisque l'arrêt de Fessenheim doit intervenir avant la période couverte par le débat, nous vous suggérons cependant d'utiliser l'espace "commentaire" de la question 3 (sur la perspective d'avoir 15,6 millions de véhicules électriques en 2035) pour écrire (c'est un exemple de réponse) que *c'est faisable si on ne ferme pas Fessenheim dont les 2 réacteurs suffiraient à alimenter toute l'année 20% du parc français de véhicules particuliers soit 6 millions de voitures électriques*. Et pourquoi ne pas souligner à nouveau l'étrangeté qu'il y a à fermer une capacité toujours opérationnelle alors que notre économie ne nous permet pas de jeter l'argent par les fenêtres.
- 2) Autre question où une réponse ouverte est possible, c'est la question 6 sur la date de réduction à 50% de la part du nucléaire : ne pas hésiter, si c'est votre avis, à utiliser le "commentaire" pour dire qu'aucune de ces dates ne vous paraît satisfaisante car la réduction forcée à 50% sans objectif écologique, économique ou de sûreté serait un gâchis pour notre pays (ceci n'est à nouveau qu'un exemple de réponse).

En étant marqué *pro-nucléaire* il serait malheureux que vous ne puissiez pas intervenir sur les *renouvelables* par exemple et défendre incidemment le nucléaire ; en intervenant sur les renouvelables on peut développer l'idée que du fait de leur intermittence les renouvelables auraient avantage à être utilisées pour produire de la chaleur (ENR thermiques) où leur intermittence ne présente pas d'inconvénient (stockage) et éviter donc des émissions de CO2 plutôt que de l'électricité comme c'est le cas aujourd'hui où leur intermittence crée des problèmes et des coûts sur le réseau et nécessite un suivi pénalisant du nucléaire sans aucun gain CO2 ou un adossement au gaz avec un détrimement CO2. Par exemple les ENR pourraient s'épanouir en local (communautés de communes par exemple) dont les besoins (traitement des eaux, gestion des déchets, chauffage urbain, petites industries locales) sont adaptables à l'intermittence.

Une défense du nucléaire est possible en permettant à l'éolien de se développer car pendant encore très longtemps les ENRi auront besoin de s'adosser au nucléaire encore faudrait-il mais qu'elles en payent le prix. Faute de nucléaire les ENRi ne pourront s'adosser qu'aux fossiles comme le prouve malheureusement l'Allemagne.

Autre remarque : il convient d'éviter de se complaire dans des attaques ou des défenses trop brutales sur des sujets étroits ou polémiques, inutile donc de chercher à se soulager !

Vous pouvez intervenir dès maintenant et avant le 30 juin. Le plus tôt sera le mieux, votre avis, commentaire ou contribution peut attirer des réactions et entraîner des dialogues.

ARSCA de son côté se propose de préparer un cahier d'acteur (les soutiens seront les bienvenus) et quelques contributions type que vous pourriez utiliser et modifier à loisir.